

le régime libéral. Je le répète, les mesures déjà adoptées se sont révélées fort utiles. Je ne voudrais pas vous faire croire, cependant, que tous nos problèmes ont été résolus. Certaines régions de la Nouvelle-Écosse et d'autres régions des provinces atlantiques sont encore sous-développées. C'est à cause de l'absence de possibilités d'emploi.

Nous pourrions peut-être demander à cet Office d'envisager la possibilité d'exploiter davantage nos gisements de gypse et de les transformer. Nous pourrions extraire deux millions de tonnes de gypse par année pendant un siècle et nous en aurions encore des réserves. Il y a des baleines dans les eaux du littoral, de sorte que nous pourrions penser à conditionner la viande de baleine et à la mettre en conserve. Autant que je sache, il n'y a de conserveries de thon nulle part dans les provinces atlantiques. Quelque honorable député peut me reprendre, mais je ne crois pas que l'on fasse à l'heure actuelle des conserves de thon dans les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île du Prince-Édouard et de Terre-Neuve. C'est pourtant un des produits de la mer qui devient de plus en plus prisé par les consommateurs, non seulement au Canada mais aussi aux États-Unis.

Je demanderais à l'Office d'entamer la recherche de minéraux, par l'intermédiaire du nouvel institut océanographique qui a été créé sur les rives du bassin de Bedford. L'institut pourrait rechercher des minéraux sur la lisière du plateau continental. Nous devons intensifier les recherches pour découvrir du pétrole, du gaz et d'autres minerais, et les traiter industriellement. Il y a une multitude de travaux que l'Office d'expansion économique de la région atlantique pourrait accomplir, une fois qu'il sera établi. Je ne partage pas l'avis des honorables députés de Gloucester ou de Bonavista-Twillingate (M. Pickersgill), qui blâment le gouvernement de ne pas fixer le montant que l'Office pourrait dépenser. A mon avis, cela limiterait le nombre de projets qu'il pourrait mettre en œuvre pour aider la région. Le gouvernement actuel va appuyer l'Office, j'en suis sûr, lorsque les projets qu'il recommandera au Conseil du Trésor seront jugés réalisables. Je suis sûr que l'Office va recevoir l'appui du gouvernement, car c'est depuis que nous avons été portés au pouvoir que le premier ministre et le gouvernement conservateur ont l'intention d'améliorer la situation économique des provinces de l'Atlantique. Je suis sûr que nous entendons continuer d'élever cette région au même niveau que le reste du Canada. Toutefois, le chômage coûte cher partout au pays, même dans les provinces de l'Atlantique. L'Office aura donc pour but de rectifier cet état de choses.

Il nous faut des programmes destinés à créer de la nouvelle production, de nouveaux emplois et de nouveaux revenus, ce qui, en fin de compte, serait à l'avantage, non seulement des provinces de l'Atlantique, mais du Canada tout entier. Une autre chose à laquelle l'Office pourrait s'intéresser, ce serait la production de canneberges. Au cap Cod, on a fait une industrie de premier ordre. Ici, à Ottawa, ce sont des canneberges conditionnées et emballées au cap Cod qu'on achète. La canneberge pousse bien dans toutes les régions des provinces de l'Atlantique. L'Office pourrait fort bien songer à une telle entreprise en vue de stimuler notre économie.

Le député de Bonavista-Twillingate, dont je constate l'absence, a dit une chose avec laquelle je suis d'accord. Il a dit que nous devrions examiner de plus près les marchés traditionnels que nous avons dans les Antilles. Sauf erreur, je crois que cela a été dit également par l'honorable député de Gloucester.

Le volume des échanges entre le Canada et les Antilles britanniques augmente constamment et nos relations commerciales sont toujours régies par l'accord commercial signé en 1926 par le Canada et les Antilles, assurant la réciprocité du tarif préférentiel. Nos économies se complètent et, géographiquement, les provinces atlantiques sont près de ces îles. Avec l'amélioration des moyens de transport et des communications, les voyages touristiques des Canadiens aux Antilles, l'envoi de missions commerciales et le programme d'aide canadien, il n'y a pas de raison pour que notre commerce traditionnel avec la Trinité, Tobago, la Barbade, la Jamaïque, les îles sous le Vent et les îles du Vent ne prenne encore plus d'ampleur.

L'année passée nous avons importé des marchandises d'une valeur de 84 millions de dollars des Antilles mais nous n'y avons exporté que pour une valeur de 56 millions, ce qui laisse un solde assez défavorable à notre balance commerciale. Il est clairement du ressort des provinces atlantiques de stimuler davantage la vente du poisson, du bois, du papier-journal, du lait condensé, des pommes de terre, des oignons, des pommes, des produits du papier. Tous ces produits viennent des provinces atlantiques ou y sont transformés et la situation de l'emploi s'améliorera en fonction de l'accroissement de nos ventes.

Je suis convaincu que notre région bénéficiera de l'existence de l'Office d'expansion économique. Cet organisme, travaillant de concert avec nos autorités provinciales et nos entreprises industrielles, contribuera à stabiliser l'économie et à élever le niveau de vie de la population de la région atlantique. J'aimerais rendre hommage à M. Michael Waddell